

JACKY CHORIN, SECRÉTAIRE FÉDÉRAL FO ENERGIE ET MINES

« Nous ne sommes pas là pour entériner une position déjà décidée »

Secrétaire fédéral de FO énergie et mines, membre du CESE, vous participez au conseil national du débat sur la transition énergétique. Comment abordez-vous cet exercice ?

Je m'interroge sur la nature de ce débat dans la mesure où des éléments structurants ont déjà été posés, tels que la réduction de la part du nucléaire de 75 % à 50 % dans la production électrique à l'horizon 2025, la fermeture de Fessenheim et la proposition de loi de François Brottes qui, à mon sens, aurait dû être inscrite au menu du débat.

Je me demande également quel est le sens de la transition énergétique. Si c'est de réduire nos émissions de CO₂, la fermeture de la centrale alsacienne paraît absurde ; s'il s'agit de consommer moins, en quoi serait-ce incompatible avec l'énergie nucléaire ? Sauf à répondre à une logique politique, ni la fermeture de Fessenheim, ni la réduction du nucléaire à 50% ne s'expliquent.

Vous êtes co-rapporteur d'un avis du CESE sur l'efficacité énergétique. Est-ce l'un des sujets majeurs du débat ?

C'est en effet un sujet important et notre syndicat est très favorable à la montée en puissance de l'efficacité énergétique, qui sera créatrice d'emplois. Efficacité et non sobriété, dont on ne sait pas non plus ce que le vocable implique : si c'est le scénario négaWatt, c'est un changement de mode de vie. Nous ne sommes pas sur ce registre-là.

Dans le cadre des précédentes lois sur l'énergie et du paquet « énergie-climat », la France a des engagements à respecter...

Il faut d'abord souligner que ces objectifs sont en réalité des objectifs politiques. Or, on ne peut pas se contenter de dire « je veux 23 % ou plus d'énergies renouvelables et 50 % de nucléaire ». Il faut faire les comptes : est-ce que la France a les moyens d'une telle politique ? Notre pays a fait dans le passé un choix qui s'est révélé heureux et permet aujourd'hui de bénéficier d'une électricité peu chère. Certains agitent la question de la sûreté : c'est une préoccupation de tous les jours pour tous et nous avons une Autorité de Sûreté Nucléaire qui fait son travail. La réduction de la part du nucléaire poserait un problème d'équilibrage de l'offre/demande et nécessiterait des investissements conséquents dans les réseaux avec le développement des énergies renouvelables qu'il faut chiffrer. Certains arguent que la demande d'électricité pourrait baisser. Mais rappelons les faits : la France comptera 6 millions d'habitants supplémentaires en 2025, les usages spécifiques de l'électricité se développent et on vise 2 millions de véhicules électriques en 2020. C'est bien cette équilibre offre-demande qu'il faudra résoudre. Pour notre part, nous ne sommes pas d'accord avec les présupposés du débat. Nous ferons valoir nos idées, nous ne sommes pas là pour entériner une position déjà décidée.

Propos recueillis par Elisabeth Salles



Juriste de profession, Jacky Chorin est membre de la section des Activités économiques au Conseil économique, social et environnemental. Il a aussi fait partie de la commission temporaire sur le Grenelle de l'environnement mise en place par le CESE, et participé aux travaux du groupe de travail « Énergies 2050 ».

AGENDA

Jacky Chorin et Anne de Béthencourt, les rapporteurs de l'avis du CESE sur l'efficacité énergétique seront auditionnés ce mercredi 13 février par la Commission du développement durable et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

VERBATIM

« La nomination d'un délégué interministériel chargé de la fermeture du site de Fessenheim nous paraît baroque dès lors que le gouvernement lui-même admet que la centrale est sûre ». Aux côtés de la FNME-CGT, de la FCE-CFDT et de CFE-CGC Énergies, FO a déposé le 11 février un recours en Conseil d'État contre cette nomination.